

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 Quai de Verdun
82 000 MONTAUBAN

Montauban , le 18/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN

25 impasse de Maastricht
ZI Albasud
82000 MONTAUBAN

Références : Inspection n° 82-22-023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2022 dans l'établissement SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN implanté 25 impasse de Maastricht ZI Albasud 82000 MONTAUBAN. L'inspection a été annoncée le 16/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée suite au signalement d'un incident sur la station d'épuration mixte exploitée par la Société Laitière de Montauban. L'incident a entraîné un rejet d'effluents non traités dans les sols (infiltration) et, d'une durée évaluée par l'exploitant entre 30 minutes et 1heure, vers le réseau pluvial de la ville de Montauban, en mélange avec des effluents traités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN
- 25 impasse de Maastricht ZI Albasud 82000 MONTAUBAN
- Code AIOT dans GUN : 0006802719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La Société Laitière de Montauban exploite une station d'épuration mixte qui traite les effluents provenant de la laiterie (environ 79 % de la charge en DCO) mais aussi ceux provenant des communes de Bressols et Montauban (respectivement 20 et 1 % de la charge en DCO).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Constats suite au signalement d'un incident ayant entraîné un déversement d'effluents non traités sur le sol et dans le réseau pluvial

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un bac béton inutilisé (ancien dégraisseur, vide) relié par une passerelle béton au bac tampon ayant débordé a été fortement déstabilisé et a pris du gîte.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Généralités	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, Prescription Technique 3.6.1	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapport d'accident/incident	Code de l'environnement du 16/10/2007, Article R512-69	/	Sans objet
CARACTERISTIQUES DES POINTS DE REJETS	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, Prescription Technique 3.4.1	/	Sans objet
Alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, Prescription Technique 7.3.2	/	Sans objet
Systèmes d'alarme et de mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, Prescription Technique 7.3.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration d'accident ou incident	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un mode commun de défaillance est présent dans le réseau électrique pilotant la station, entraînant à la fois la montée en niveau des effluents non traités dans le bac tampon et empêchant l'automate de transmettre l'alerte au service de maintenance de l'exploitant.

En cas de dysfonctionnement sur la station, l'exploitant peut stopper ou limiter l'arrivée d'effluent à traiter depuis la laiterie. Les eaux usées des réseaux urbains sont quant à elles envoyées directement vers le réseau pluvial.

L'exploitant doit analyser et revoir la conception de ses installations électriques ainsi que justifier de l'impossibilité de maintenir sur site les effluents urbains non traités en cas de dysfonctionnement.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 181.45 du code de l'environnement est joint en annexe du présent rapport afin de prescrire les analyses et éventuels travaux visant à assurer la sécurité du site et limiter la survenue d'un nouvel incident de ce type.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration d'accident ou incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée : Le permissionnaire est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Lundi 16/05/2022 à 9h50, l'exploitant a informé l'UiD DREAL qu'il avait détecté à 8h30 un incident sur la STATION DES EAUX USÉES DE PARAGES qu'il exploite rue des Frères Montgolfier à Montauban. Cet incident a pour conséquence le débordement d'un bac tampon d'effluents non traités dans la zone enherbée jouxtant celui-ci. Des infiltrations d'effluents non traités dans le sol (zone enherbée) et par des passages de gaine électrique ont été constatées par l'exploitant. Un bac à graisse vide et inutilisé a été déstabilisé du fait des infiltrations dans le sol. L'exploitant a immédiatement fait limiter la production de la laiterie qui concourt à 79% du flux traité par la STEP. Les effluents urbains ont, pour leur part, été redirigés vers le réseau pluvial le temps de mettre en place un système de dérivation du flux d'effluents vers le bassin qui assure le traitement. La mise en place de cette dérivation a pris entre 30 minutes et 1h selon l'exploitant. A 11h, l'exploitant a repris contact avec l'UiD DREAL pour faire un point de situation. La dérivation en place a permis de reprendre un traitement des effluents par la STEP à 10h30. La cause du dysfonctionnement a été repérée, il s'agit d'une alimentation électrique défectueuse qui a mis en défaut l'automate de pilotage des pompes entre le bassin tampon et le clarificateur. Le bassin tampon qui continuait à être alimenté s'est rempli jusqu'au niveau d'un passage de câble électrique par lequel les effluents se sont déversés hors du bac vers la zone enherbée. Un prestataire était sur site pour intervenir sur l'installation électrique. A 14h30 L'inspection s'est rendue sur site et a pu constater : <ul style="list-style-type: none">- la mise en œuvre de la dérivation pour alimenter le bassin de traitement,- l'intervention sur les armoires électriques pour remettre en état de fonctionnement le système de pilotage des pompes,- La remise en fonctionnement des pompes pour revenir dans un mode d'exploitation "normal"- La forte déstabilisation du bac à graisse inutilisé, lui-même relié par une passerelle béton au bac tampon qui a débordé,- des résidus d'effluents non traités dans les zones enherbées et dans des regards de câblage électrique. Le délai de la déclaration de l'incident et l'information sur sa gestion par l'exploitant sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport d'accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article Article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident/incident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un rapport d'accident répondant aux exigences de l'article R512-69 du Code de l'environnement sous 15 jours. Ce rapport doit inclure une estimation du flux de matières polluantes rejetées au milieu (sol et rejet vers le Miroulet) durant l'incident. Cette évaluation porte au minimum sur le débit, la DBO5, la DCO, les MES, le NTK, le NH4, le Ptot aux points de rejet, et l'impact sur le milieu récepteur et ses usages sensibles, notamment par une mesure de l'oxygène dissous.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article Prescription Technique 3.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention rejets accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols. Une liste des installations concernées par ces risques, même occasionnellement, sera établie par l'exploitant, communiquée à l'inspecteur des installations classées et régulièrement tenue à jour.
Constats : La conception du système de pilotage des vannes de transfert des effluents entre le bac tampon et le clarificateur n'a pas permis de prévenir le débordement du bac tampon. Le système d'alerte qui aurait permis une intervention pour remédier au dysfonctionnement électrique n'était pas fonctionnel. L'inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- mettre à jour la liste des installations concernées par le risque de pollution des eaux ou des sols, et les mesures existantes pour les prévenir,- de réaliser une analyse qui statuera sur la stabilité de l'ensemble des installations suite aux infiltrations survenues et au mouvement du bac à graisse inutilisé relié par une passerelle béton au bac tampon qui a débordé et proposera éventuellement des mesures de correction et ou de suivi,- réaliser une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse couvrira également le pilotage et les moyens d'alerte des dysfonctionnement de l'installation ainsi que les intervention dans un délai compatible avec le creux des capacités tampon présentes sur le site (poste de relèvement et bassin tampon). La mise à jour de la liste des installations est attendue sous 15 jours. Un arrêté préfectoral complémentaire imposant la réalisation des analyses sous 1 mois est proposé en annexe du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle : CARACTERISTIQUES DES POINTS DE REJETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article Prescription Technique 3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets accidentels
Prescription contrôlée : Le rejet de la station est le seul rejet d'eau polluée du site. Ce rejet est dirigé vers le Miroulet à travers une canalisation qui sort du site au nord-ouest de celui-ci.
Constats : Un rejet d'eau polluée a été constaté dans le milieu naturel sur une zone enherbée du site et les eaux usées urbaines non traitées par la station ont été envoyées vers le réseau pluvial durant une période de 30 minutes à 1 heure, temps nécessaire pour mettre en place une dérivation entre le poste de relèvement et la bassin d'aération. L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer les conditions dans lesquelles un rejet direct des eaux usées vers le réseau pluvial a pu être mis en œuvre. Il doit justifier qu'aucune autre alternative n'est possible afin de conserver les effluents non traités sur le site. Un arrêté préfectoral complémentaire imposant la réalisation d'une étude technico-économique visant à maintenir les effluents non traités sur le site en cas de dysfonctionnement sous 3 mois est proposé en annexe du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article Prescription Technique 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation électrique équipement de sécurité STEP
Prescription contrôlée : L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenue en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale. Toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que : les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques ; + le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.
Constats : L'incident est causé par un défaut d'alimentation électrique. L'installation n'a pas été mise en position de sécurité et aucune alerte n'a été envoyée. Un mode commun de défaillance était présent dans la conception du tableau électrique faisant perdre à la fois le pilotage des pompes et le moyen d'alerte de ce dysfonctionnement. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser sous 15 jours une vérification complète de ses installations électriques ainsi que des modes d'alerte et de secours de ses équipements afin de garantir que toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenue en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport du dernier contrôle des installations électriques réalisé sur les installations concernées par l'incident.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article Prescription Technique 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, système d'alarme STEP
Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident. Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité par des dispositifs indépendants de son système de conduite.
Constats : Aucune alarme ou alerte n'a été transmise au personnel pour signaler le dysfonctionnement de la station. L'alerte a été donnée par la technicienne chargée du suivi de la station lors de son passage sur site lundi entre 8h et 8h30. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser sous 1 mois une analyse justifiant de la pertinence et de la suffisance des moyens de détection et d'alerte concernant les dysfonctionnements de la station.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

